

Zeitschrift: Schweizer Film = Film Suisse : offizielles Organ des Schweiz. Lichtspieltheater-Verbandes, deutsche und italienische Schweiz

Herausgeber: Schweizer Film

Band: - (1934-1935)

Heft: 3

Artikel: Schweizerischer Lichtspieltheater-Verband : deutsche und italienische Schweiz

Autor: [s.n.]

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-733052>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

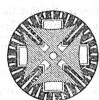
Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 21.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Schweizer



FILM

Suisse

OFFICIELLES ORGAN DES SCHWEIZ. LICHTSPIELTHEATER-
VERBANDES, DEUTSCHE UND ITALIENISCHE SCHWEIZRÉDACTRICE EN CHEF
Eva ELIE

DIRECTEUR : Jean HENNARD

Redaktionelle Mitarbeit :
Sekretariat des S.L.V.

N° 3

DIRECTION,
RÉDACTION,
ADMINISTRATION :TERREAUX 27
LAUSANNE

TÉLÉPHONE 24.480

Abonnement : 1 an, 6 Fr.
Chèque post. 11 3673

Association cinématographique suisse romande

Assemblée générale ordinaire du 22 mars 1934, à Genève

Genève ! Le Salon de l'Automobile, permettant de voyager à prix réduit ! La présentation privée de la première partie du film *Les Misérables*, qui sortira prochainement en Suisse. Enfin, un ordre du jour excessivement important et chargé, du fait que depuis l'assemblée générale ordinaire de 1933 les membres de l'A.C.S.R. ne s'étaient plus réunis, par suite de circonstances spéciales... tout cela devait attirer un grand nombre de directeurs de cinémas dans la cité des Nations. Sur plus de 130 membres que compte l'Association, 80 cinémas étaient représentés... un chiffre-record qui augure bien de l'avenir et de l'importance que prend le groupement des exploitants, en butte à toutes sortes de charges nouvelles et qui, plus que jamais, ont besoin d'unir leurs efforts pour défendre leurs intérêts.

N'ayant pas participé nous-même aux délibérations, nous nous en remettons aux renseignements qu'ont bien voulu nous transmettre quelques amis dévoués à notre cause et à notre modeste journal, et nous nous faisons un devoir de les remercier de leur obligeant appui et concours.

Le Comité de l'A.C.S.R., prévoyant que l'ordre du jour ne pourrait pas être liquidé en une après-midi, avait fixé à 10 h. du matin l'ouverture des délibérations. Cette heure, un peu matinale, ne dérangea nullement les plans des dirigeants, car bon nombre d'exploitants étaient arrivés déjà la veille. C'est ce qui explique que la liste de présence ait rallié un si grand nombre de signatures. Mais c'est avec une bonne demi-heure de retard que M. Martin, le fidèle président de l'Association, ouvrit les débats, en souhaitant la bienvenue aux assistants et en passant immédiatement la parole à M. Bech, secrétaire, pour la lecture du procès-verbal de la dernière assemblée générale du 28 février 1933, qui fut acceptée sans aucune observation.

L'assemblée passe ensuite à l'approbation du rapport de gestion pour 1933, rapport rédigé par le secrétaire et que nous avons eu l'occasion d'avoir sous les yeux. Sans entrer aujourd'hui dans le détail de ce très intéressant rapport — ce que nous nous promettons de faire plus tard — nous relevons un chiffre qui nous a frappé et qui indique bien dans quelles proportions s'est développée l'importance de l'A.C.S.R. et aussi le travail de son secrétariat : alors qu'en 1932 ce dernier avait expédié 1082 lettres, il est près de 1600 lettres à envoyer en 1933, soit une augmentation de 50 %. Inutile d'ajouter que tout est à l'avenant... mais nous reviendrons à cela, comme déjà dit... et que le rapport de gestion fut accepté avec de justes remerciements à son auteur.

Le rapport des comptes, que chaque membre avait reçu en même temps que la convocation, ne souleva aucune objection. Il accuse, nous dit-on, un petit bénéfice qui augmentera d'autant la fortune de l'Association. L'approbation de ce rapport, recommandée par les réviseurs des comptes, MM. Roelin (Neuchâtel), et Decoppet (Yverdon), ne fit aucun pil et de nouveaux remerciements furent adressés à M. Bech, qui cumule les fonctions de secrétaire et de caissier.

Puis, l'assemblée donna décharge à tous ses mandataires : comité, réviseurs, secrétaire-caissier, pour l'exercice 1933.

Réélection du comité. — Une vacance s'étant produite en cours d'exercice 1933 (démission de M. Eug. Scotoni, Métropole, Lausanne, qui a quitté l'exploitation cinématographique) et M. G. Hipleh (Montreux) ayant présenté sa démission, malgré l'insistance de ses amis, deux postes étaient à pourvoir. Car, en effet, les cinq membres sortants avaient accepté de se laisser reporter en charges, si l'assemblée en manifestait le désir. Trois candidats furent proposés : MM. Wachtl, respectivement Allenbach (Métropole-Lausanne), Goeldlin (Royal-Fribourg), et Gerber (Capitole-Fribourg). L'assemblée donna la préférence à MM. Allenbach et Gerber, qui feront donc partie du comité pour 1934, lequel se constituera lui-même en dehors du choix du président qui incombe à l'assemblée, laquelle, par acclamations, confirma M. Martin dans ses fonctions. Ce comité, nous le rappelons, comprendra :

M. Martin (Yverdon), comme président et, comme membres : MM. M. Hoffmann (Colisée-Genève, ancien vice-président), Dr Brum (Capitole S. A.-Lausanne et Rialto S. A.-Genève), Lavanchy (Bourg-Lausanne), Louviot (Morges-Moudon), Allenbach et Gerber.

La nomination du comité se fit partiellement à main levée et partiellement (pour les deux postes à pourvoir) au bulletin secret. MM. Goeldlin et Palivoda fonctionnèrent en qualité de scrutateurs.

La réélection du comité provoqua, nous dit-on, une attaque assez sérieuse, mais fondée, de M. Goeldlin, qui demanda des précisions sur le fait que certain cinéma était représenté par deux personnes, contrairement aux prescriptions statutaires. Finalement l'assemblée accepta une proposition de laisser assister aux assemblées, avec voix consultative seulement, une personne en plus de celle responsable.

Reviseurs des comptes. — C'est à MM. B. Roelin (Neuchâtel) et Torriani (Bulle) qu'est revenu l'honneur de fonctionner comme tels ; M. Mondez (Genève) est nommé suppléant.

Commission de conciliation. — Il s'agissait d'apporter quelques modifications à l'article 8 de la convention A.C.S.R.-A.L.S., concernant la constitution de cette commission, soit de prévoir la nomination d'un premier et d'un second suppléant, puis de déposer un acte de la commission de conciliation, au greffe du Tribunal de Genève, pour s'assurer la reconnaissance, par les tribunaux, des décisions prises par la dite commission.

L'assemblée ne fit aucune objection à cette amélioration des rouages de la commission, qui a déjà fait ses preuves à différentes reprises, et nomma, comme membres : MM. Lavanchy et Louviot, puis, comme suppléants : MM. Hoffmann et Desponds.

Le choix du président de la commission se porta d'abord sur Me W. Yung, de Genève, qui a déjà rempli ces fonctions en 1932 et 1933.

Et, après avoir autorisé son secrétaire-caissier à acheter une nouvelle machine à écrire, l'assemblée fut suspendue près de midi et demi seulement, pour reprendre à 14 heures.

C'est également avec plus de 30 minutes de retard que l'assemblée est de nouveau ouverte, l'après-midi.

La parole est au secrétaire, pour rapporter sur la question des droits d'auteurs. Voici, textuellement, ce que notre informateur nous a dit à ce sujet : « En entendant notre secrétaire nous faire en phrases lapidaires toute l'apologie de cette question, je me suis vraiment rendu compte que notre Association avait beaucoup de bon (sic) et que si chacun a dû défendre séparément son beefsteak contre la Sacem (sic), nous n'aurions jamais obtenu ce que M. Bech nous a fait obtenir ». Nous sommes heureux de reproduire cette déclaration telle qu'on nous l'a faite, sachant avec quel zèle infatigable, nous dirons même avec quel acharnement, le secrétaire de l'Association cinématographique suisse romande a toujours défendu les intérêts des membres dans cette importante question, comme en toute autre circonstance d'ailleurs. M. Bech, dont nous connaissons la modestie, ne nous en voudra certainement pas de relever ici les justes mérites qui lui reviennent. Nous avions déjà eu le plaisir de l'entendre à l'issue de l'audience du Tribunal fédéral, du 12 décembre dernier, audience à laquelle nous assistions également et au cours de laquelle le sort des cinémas sonores fut réglé dans le sens que l'on sait ; il nous avait alors déclaré ceci : « Heureusement que nous avons affaire avec un directeur de la Sacem » dont non seulement la courtoisie et l'entente sont l'apanage, mais qui connaît aussi parfaitement bien les conditions économiques de la Suisse et tout particulièrement les difficultés et les charges qui pèsent sur les épaules de nos exploitants ; cela nous permettra certainement, en y mettant chacun la bonne volonté voulue, d'arriver à :

(Voir suite de l'article page 3.)

Schweizerischer Lichtspieltheater-Verband

Deutsche und italienische Schweiz

Kurzer Bericht über die ordentliche Generalversammlung vom Dienstag, den 20. März 1934, nachmittags 2 Uhr im Konferenzsaal des Bahnhofbuffet II. Kl. Zürich.

Anwesend und vertreten : 90 Aktivmitglieder und 5 Passivmitglieder.

Präsident Wyler begrüsst die Anwesenden und erklärt die diesjährige ordentliche Generalversammlung um 14.40 Uhr als eröffnet. Er richtet an die Versammelten die Bitte, sich in ihren Anträgen und Ausführungen kurz und sachlich zu fassen, damit eine korrekte Abwicklung der Traktandenliste gewährleistet ist und die auswärtigen Mitglieder nicht vor Schluss der Versammlung wegfahren müssen.

Wenger (Andermatt) beantragt, Traktandum 11 vorzuschieben an Stelle von Trakt. 9. Die Anwesenden gehen mit dieser Änderung einig und sind auch im übrigen mit der vorliegenden Traktandenliste einverstanden.

Nachdem das Protokoll der ordentlichen Generalversammlung vom 20. März 1933 unterm 12. Mai v. J. jedem Mitglied in Kopie zugestellt wurde, wird dasselbe ohne Verlesung einstimmig genehmigt.

Als Stimmzähler werden die Herren Kaufmann (Zürich) und Hirt (Burgdorf) einstimmig gewählt.

Trakt. 4. Rechnungs- und Geschäftsbericht pro 1933. — Der allen Mitgliedern rechtzeitig mit der Einladung zur Generalversammlung zugestellte Rechnungs- und Geschäftsbericht, zu dem niemand das Wort ergreift, wird unter bester Verdankung an Vorstand und Sekretariat einstimmig genehmigt.

Trakt. 5. Bericht der Rechnungsrevisoren. — Fechter (Basel) verliest den Bericht über die mit Hrn. Zubler (Basel) gemeinsam durchgeführte Bücherrevision pro 1933, der mit der Empfehlung schliesst, die vorliegende Bilanz, Gewinn- und Verlustrechnung zu genehmigen und dem Vorstand und dem Sekretär Entlastung zu erteilen.

Präsident Wyler dankt den beiden bewährten Rechnungsrevisoren namens des Verbandes ihre grosse Arbeit in der Hoffnung, sie wieder für eine neue Amtsdauer zu gewinnen.

Auf Grund des vorliegenden Revisorenberichtes wird dem Vorstand und dem Sekretär einstimmig Décharge erteilt.

Trakt. 6. Wahl des Vorstandes und des Präsidenten. — Präsident Wyler gibt bekannt, dass der Vorstand sein Amt niederlegt. In Anbetracht dessen, dass gegenwärtig so wichtige Angelegenheiten zu behandeln sind wie die Tantiemenfrage, Bestrebungen auf urheberrechtlichem Gebiet, Bekämpfung von Billettsteuer-Vorlagen (Aargau, Basel, Zürich) etc. haben sich die einzelnen Vorstandskollegen bereit erklärt, eine Wiederwahl anzunehmen, wenn ihnen von Seiten der Mitglieder das Vertrauen wieder geschenkt wird. Es steht der Versammlung aber frei, einen vollständig neuen Vorstand zu wählen. Nur mit Rücksicht darauf, dass den Verband gegenwärtig äusserst wichtige Fragen beschäftigen, habe sich der Vorstand nach reiflicher Überlegung zur Annahme einer event. Wiederwahl entschlossen, auch deshalb, weil neue Vorstandsmitglieder sich zuerst einarbeiten müssten.

Jenny-Fehr beantragt, den bisherigen Vorstand in corpore wieder zu wählen, dagegen 1-2 Vertreter der Landkinos hinzuzuwählen.

Affolter (Liestal) und Wenger (Andermatt) schlagen als weiteres Vorstandsmitglied Hrn. Jenny-Fehr (Glarus) vor.

Beutler (Brunnen) unterstützt diesen Antrag.

Durch Handmehr wird der bisherige

Vorstand in globo einstimmig wiedergewählt. Die Wahl von Hrn. Jenny-Fehr als weiteres Vorstandsmitglied vollzieht sich ebenfalls einstimmig.

Als Präsident wird Herr Wyler von der Versammlung in offener Abstimmung einstimmig gewählt.

Präsident Wyler verdankt der Versammlung das dem Vorstand geschenkte Vertrauen und nimmt die Wahl als Präsident zum 15. Male an. Er werde sich bemühen, alle Sitzungen des Vorstandes mitzumachen zu Nutz und Frommen des Verbandes.

Bestätigung des Sekretärs. — Präsident Wyler : Der Vorstand dürfe mit gutem Gewissen Sekretär Lang zur Wiederwahl empfehlen, denn er habe im vergangenen Jahre wieder eine grosse Bürde Arbeit bewältigt. Die ganze Tantiemen-Angelegenheit habe er eingehend bearbeitet und kenne sich aus wie kein Zweiter. Er glaube, dass sich die Mitglieder nur gratulieren können, Herr Lang als Sekretär zu haben.

Fechter. Die Revisoren haben vielleicht von den Mitgliedern, die nicht im Vorstand sind, am meisten zu sehen Gelegenheit, was Sekretär Lang geleistet hat, was alles gesammelt, vorbereitet und geschrieben wird. Die Revisoren dürfen mit gutem Gewissen vorschlagen, Sekretär Lang in seinem Amte zu bestätigen.

In offener Abstimmung, während welcher der Sekretär das Versammlungslokal verlassen hat, wird Sekretär Lang einstimmig für eine weitere Amtsdauer wiedergewählt.

Sekretär Lang verdankt der Versammlung das ihm wieder geschenkte Vertrauen und verspricht, im neuen Jahre sich wiederum zu bemühen, die Mitglieder zufriedenzustellen.

Wahl der Rechnungsrevisoren. — Präsident Wyler hebt nochmals das Verdienst der beiden Revisoren hervor und die grosse Arbeit, die in der Revision selbst und dem Abfassen des Berichtes besteht.

Die Versammlung bestätigt einstimmig die bisherigen Revisoren und Präsident Wyler verdankt ihnen namens des Verbandes die Wieder-Annahme.

Minimalpreisfestsetzung für Tonfilmprogramme (auszugsweise). — Ueber dieses Traktandum referiert Hr. Eberhardt wie folgt : Die Verleiher haben unsere wiederholten Ansuchen, den Minimalpreis für Tonfilmprogramme zu reduzieren, kategorisch abgewiesen und in verschiedenen Versammlungen beschlossen, an den Fr. 100.— festzuhalten mit verschiedenen nicht verständlichen Begründungen. Er habe persönlich mit vier Verleihern Rücksprache genommen, aber resultatlos, weil sie für die Not der Kleinkinos auf dem Lande kein Verständnis aufbringen. Es seien ihm 12-15 Plätze bekannt, deren durchschnittliche Wocheneinnahme kaum die Unkosten decken. Auch wisse man, dass die Kopiekosten nicht mehr so hoch sind, dieses Argument ist also nicht mehr stichhaltig. Bevor der Vorstand weitere Schritte unternehme habe er auf Veranlassung einiger Mitglieder auf heute Vormittag eine Versammlung der Kleintheaterbesitzer einberufen, die eine Resolution gefasst hat, die eine Vereinbarung unter den Kleintheaterbesitzern vorsieht, welche an einer demnächstigen ausserord. Versammlung vorgelegt und unterzeichnet werden soll.

Nach lebhafter Diskussion wurde die in der Vormittags-Sitzung der Kleintheaterbesitzer gefasste Resolution einstimmig sanktioniert. Die Versammlung erklärt sich damit in allen Teilen solidarisch.

Trakt. 9. Tonfilmtantiemen, Tarifierungs-basis, Vertragsentwurf. — Zur Orientierung in dieser Angelegenheit wird Sekre-

tär Lang das Wort erteilt. Er führt folgenden aus:

Wie den Mitgliedern bekannt ist, führt der Verband schon seit Jahren um die Tonfilmtantiemen einen Kampf, der im jetzigen Zeitpunkt sozusagen ausgekämpft ist, indem die Theaterbesitzer auf Grund des BundesgerichtsUrteils vom 12. Dez. 1933 gezwungen sind — wie andere Länder — an die Autoren- und Komponisten Tantiemen für Tonfilmvorführungen abzuführen. Nach dem alten Gesetz vom 23. 4. 1883 war diese berechtigt, bis zu 2 % von den Einnahmen zu verlangen.

Das neue schweizerische Urheberrechtsgesetz vom 7. 12. 1922 schreibt über die Höhe nichts mehr vor. Es ist den Verbänden vorbehalten, zu versuchen, mit der SACEM tragbare Vereinbarungen abzuschliessen.

Vorstand und Sekretär haben seit Jahren alle Vorkommnisse, Prozesse, Auslandsverträge etc. mit Intensität verfolgt und bearbeitet. Es hat sich in dieser Zeit ein riesiges Aktenmaterial angesammelt, das sorgfältig registriert im Archiv des Sekretariates liegt. Schon im Sommer 1933 hat der Vorstand in Verbindung mit dem Verband der romanischen Schweiz mit der SACEM resp. deren Generalvertreter für die Schweiz, Hrn. Tarlet, losse Verhandlungen aufgenommen. Es haben diverse Konferenzen stattgefunden, die letzte am 15. März 1934 in Bern im Beisein von Hrn. Tarlet, seines Berner Vertreters Kurz und den Vorstandsmitgliedern Eberhardt, Sutz, Wachtel, nebst Sekretär Lang.

Es ist heute so, dass die SACEM laut Bundesgerichtsentscheid vom 12. Dez. 1933 das Recht hat, seit Beginn der Tonfilmvorführungen Tantiemen zu verlangen. Es ist deshalb der einzig richtige Weg gewesen, mit der Sacem Verhandlungen anzuknüpfen und zu trachten, einen tragbaren Tarifvertrag abzuschliessen. Die an der letzten Konferenz vereinbarten Ansätze nach verschiedenen Kategorien und die einzelnen Vertragskonditionen dürfen für die Theaterbesitzer als annehmbar bezeichnet werden, und sie sind als Erfolg zu buchen. Eine Ablehnung des Vertrages hätte die nachherige Erhebung auf prozentualer Basis der Brutto-Einnahmen zur Folge.

Anschliessend gibt Sekretär Lang interessante ausführliche Aufschlüsse über die Tantiemeverhältnisse im Ausland und zwar in folgenden Ländern: Deutschland, Elsass-Lothringen, Italien, Frankreich, Oesterreich, Spanien, Finnland, Schweden, Russland, Amerika, Norwegen.

Eberhardt hat die Auffassung, dass die Kleintheaterbesitzer nicht ganz im Bilde sind über die Tantieme-Zahlungspflicht. Die Musikkomponisten, Textdichter usw. haben ihre Rechte zum Schutz und zur Verwertung den Autoren- und Komponisten übertragen. Jedes Werk sei 30 Jahre lang

nach dem Tode des Autors geschützt und deshalb dürfte geschützte Musik nicht aufgeführt werden ohne dafür die Aufführungsbewilligung erhalten zu haben und die Zahlung dafür zu leisten.

Herr Eberhardt referiert noch in längeren Ausführungen über den Prozess eines Genfer Unternehmens vor Bundesgericht, über die prozentualen Abgaben in andern Ländern, das Bestreben der Sacem auch in der Schweiz die Tantiemen auf prozentualer Basis zu erheben, über das Entgegenkommen der Sacem, über die für die Lichtspieltheater vereinbarten Ansätze, auf denen die Verbandsmitglieder gegen Vorweisung der Mitgliederkarte grosse Rabatte geniessen. Die kleinsten Kinos sind speziell berücksichtigt worden. Die Inkraftsetzung des Vertrages ist auf 1. Juli 1933 vorgesehen.

Ueber die einzelnen Punkte des mit der Sacem abzuschliessenden Vertrages referiert Sekretär Lang und zwar über die Zahlungsweise, die Vertragsdauer und die Klassifikation, die jedes Jahr durch das Sekretariat mit der Sacem vereinbart wird. Die zeitweise Schliessung aus irgend einem Grund, höhere Gewalt, Aufstellung über gespielte Programme, Bussen-Konventionalstrafen bei Nichterfüllen des Vertrages, Enthebung von der Tantiemepflicht, wenn durch ein höchstinstanzliches Gerichtsurteil, durch Gesetzesrevision oder Revision der Berner Uebereinkunft die Theaterbesitzer von der Tantiemepflicht enthoben würden.

Nach recht regen Diskussionen und Fragestellungen, sowie deren Beantwortung, an denen sich die Herren Beutler Brunen, Eberhardt Aarau, Loesch Altstetten, Richard Rosenthal Zürich, Fechter Basel, Kurz Zürich, Präsident Wyler, Häusler Huttwil und Sekretär Lang beteiligten, erteilte die Versammlung dem Vorstand einstimmig Vollmacht zum Abschluss des Vertrages.

Der Sekretär wird beauftragt, jedem Mitglied offiziell von der Einschätzung seines Theaters Kenntnis zu geben.

An der lebhaften Diskussion über das Thema der Fachzeitung beteiligten sich die Herren Präsident Wyler, Vizepräsident Eberhardt, Sekretär Lang, Loesch Altstetten und Häusler Huttwil.

Die Versammlung erteilte dem Vorstand Vollmacht nach Gutdünken zu beschliessen, vorerst das weitere Erscheinen des «Schweizer Film» abzuwarten.

Die Versammlung nahm anerkennenswerterweise einen sachlich ruhigen Verlauf und konnte nach kaum zwei Stunden als geschlossen erklärt werden. Es ist dies den guten Vorbereitungen und Organisation von Seiten des Vorstandes und des Sekretärs zu danken.

Die Lustbarkeitssteuer für den Film

soll in «Deutschland» in kurzer Zeit gänzlich abgeschafft werden. Im Nachstehenden bringen wir diesbezüglich einen kurzen Auszug aus einem Bericht des «Filmkurier», Berlin, über eine Rede des Präsidenten des Reichverbandes deutscher Lichtspieltheaterbesitzer Herr Bertram anlässlich einer Generalversammlung in Berlin.

«Ich bin seit einiger Zeit mit dem Herrn Reichsfinanzminister in Verhandlungen und glaube heute schon mitteilen zu dürfen, dass bei der in ganz kurzer Zeit in Vollzug kommenden grossen Reichssteuerreform die Lustbarkeitssteuer für den Film überhaupt abgeschafft wird.»

Es ist begreiflich, dass dieser Satz aus der grossen Rede des Herrn Reichsministers Dr. Goebbels in der Krolloper das grösste Interesse nicht nur der Anwesenden, sondern der gesamten deutschen Filmwirtschaft gefunden hat. Die Worte des Reichsministers enthalten eine so klare Zusage, die sich auf die Beseitigung der vielbefürchteten, als Doppelbesteuerung des Films betrachteten Last schon in absehbarer Zeit bezieht, dass alle an der Lustbarkeitssteuerfrage interessierten Kreise, Filmunternehmen und Filmtheater, eine der drückendsten Sorgen durch die hohe Einsicht der sich ja täglich mit den deutschen Filmorganen beschäftigenden Stellen verschwinden sehen. Der Nationalsozialismus, der in sein Filmaktionsprogramm die Beseitigung der Lustbarkeitssteuer von allen Kulturgütern aufgenommen hatte, lässt bereits im zweiten Jahre des Aufbaus sein Wort ein. Wieder erleben alle, die mit dem deutschen Film leben, wie ernst und grundlegend das neue Deutschland und seine Führung die kulturellen Fragen durchstudiert und in Einklang bringt mit den wirtschaftlichen Notwendigkeiten.

Schon die erste Neuregelung der Lustbarkeitssteuer vom Juni vergangenen Jahres zeigte, dass der kulturelle Aufbauwille am Film über die Senkungssätze der Lustbarkeitssteuer hinweg (durch besondere kulturelle Wertung der Filme) eindeutig zum Ausdruck kam.

In der Schweiz macht sich eine gerade gegen-teilige Entwicklung geltend. Da wo die Billetsteuer noch nicht besteht, will man sie einführen. Da wo sie bereits schwer auf den Betrieben lastet, versucht man, sie gleich um 50 Prozent zu erhöhen. Zwei grosse deutsche Länder (Österreich und Deutschland), die von der Weltkrise wahrlich auch nicht verschont werden, sind nun mit gutem Beispiel vorangegangen. Es wäre lebhaft zu wünschen, dass dieses Beispiel von unseren Herren Magistraten etwas beachtet würde.

Man soll die Steuerschraube nicht bis zum Platzen anziehen. Es ist geradezu paradox, dass auf der einen Seite Lohnabbau verlangt, auf der andern Seite aber Steuer-Aufbau nach allen erdenklichen Arten — direkt und indirekt — getrieben wird. Man muss sich wirklich fragen, wohn das noch hinführen soll. Nicht genügend, dass das Leben durch hohe Zölle, Monopolverträge usw. verteuert wird — man muss dem Volk, dem kleinen Mann, sein kleines Vergnügen, immer mehr ver-salzen.

Jos. LANG, Sekretär.

Kleine Streifzüge in Luzern

Jugend in Aufruhr!

Am 1. März, nachmittags drei Uhr, brach sie los, die Revolution der Kleinen. Schauplatz — Pilatusstrasse, vor dem Kino Moderne. Ging da zu Stadt und Land an das Schaulustig die Einladung zum Besuch des gegenwärtig im Moderne rollenden Films «Wilhelm Tell». Die Wilhelm Tell-Filmschau wirkte wie ein Magnet auf unsere Buben und Mädels. Und so liess man sich mit feierlicher Geduld zu Hause 50 Rappen geben — und im Schnellauf ging zum «Moderne». Aber unerwartet wurde hier der romantische Traum ausgeblasen — kein Eintritt für die Stadtjugend auf höhere Anordnung. Aber just kamen die kleinen Genossen und Genossinnen ab dem Land, und siehe da — weit auf wurden für sie des Kinos Tore aufgemacht. Blitzartig fühlten sich die jungen Städter benachteiligt, ihnen wollte dieses Unrecht nicht in den Kopf. Ansehnlich war die Aufbruchmenge und richtige Kameradschaft lag über ihr. Und da man imponieren wollte, ward nicht auseinandergegangen und in geschlossener Front wurde postiert vor dem «Moderne»-Eingang. Da kam mit Napoleonschritten der Feldwebel der städtischen Hermandad im Zivil, eine Mappe unter dem Arm, und mit ihm ein Uniformierter. Und es ging an das Kräfte-messen. Die kleinen Aufwiegler stoben auseinander auf das andere Trottoir, um hier im Vollauf-kord ihre Stambänder auf Probe zu stellen. Ihr Recht begehrten sie, sie wichen nicht. Eine Lehrperson kam, nichts ahnend von der Vorschrift — und hinter ihr nach zum Kino die Herde. Da stürzte der uniformierte Ordnungsschützer sich auf die Unruhstifter und mit beiden Händen wurden die schreienden und lachenden Jungen und Mädchen förmlich auf den Haufen geworfen. Tränen flossen, Wehschreie klangen. Wenn es auch wohl keine Verletzungen gab, muss dieses Vorgehen doch beanstandet werden, bei aller Entschiedenheit darf die Besonnenheit nicht durchbrennen. Und während der Uniformgestrenge nach der Schlacht auf- und abmarschierte, tauchte plötzlich eine Obrigkeit in Zivil aus dem Kino auf — und winkte der Jugend. Sie traute den Augen nicht und war misstrauisch und wich keinen Schritt. Aber lächelnd ging der Herr zur Jugend, sie hörte den erhaltenen Telephonbe-scheid der Schuldirektion der Stadt und mit ei-nem Bravo auf den erlösenden Herrn Schuldirektor ward der «Moderne» erstürmt.

-ch.

Bei einem Besuch in Genf

PENSION WINDSOR

Rue Croix-d'Or, 12 - Teleph. 41.325

Vorzügliche Küche, mässige Preise und zuvorkommende Bedienung. Schöne Zimmer

E. STEINER

Directeurs de cinémas !
Locuteurs de films !

LE SCHWEIZER-FILM SUISSE

Paraît le 1^{er} et le 15
de chaque mois

Torreaux, 27, LAUSANNE

Envoyez-nous vos textes sans retard. Merci !

Le Signe de la Croix

CECIL B. DE MILLE prépare pour PARAMOUNT

Cléopâtre

CE S'ERA LE CLOU
DE LA SAISON PROCHAINE



CE S'ERA LE CLOU
DE LA SAISON PROCHAINE

Bei der blonden Kathrein
mit Anny Ondra
Lucie gewinnt das grosse Los
mit Lucie Englisch
die beiden Grossefolge der
ETNA-FILM
Co. A.-G.
L U Z E R N

Pour maintenir le
niveau de vos ro-
quettes jusqu'à la
fin de la saison



met à votre dispo-
sition une série de
films avec des ve-
dettes favorites :

LA FOIRE AUX ILLUSIONS

Réalisation de Henry KING, avec Janet Gaynor, Will Rogers, Sally Eilers.

L'AMAZONE ET SON MARI

Production de Jesse L. LASKY, avec Elissa Landi.

RAVISSEURS

HOUPE-LA !

Réalisation de Irving CUMMINGS, avec Spencer Tracy.

Réalisation de Frank LLOYD, avec Clara Bow.

LA 40 CV DU ROI

Réalisation de John BLYSTONE, avec Lilian Harvey.

GARDE-MOI PRÈS DE TOI

Réalisation de David BUTLER, avec Sally Eilers, James Dunn.

Tous ces films sont dialogués français. — Enregistrement «Western Electric»